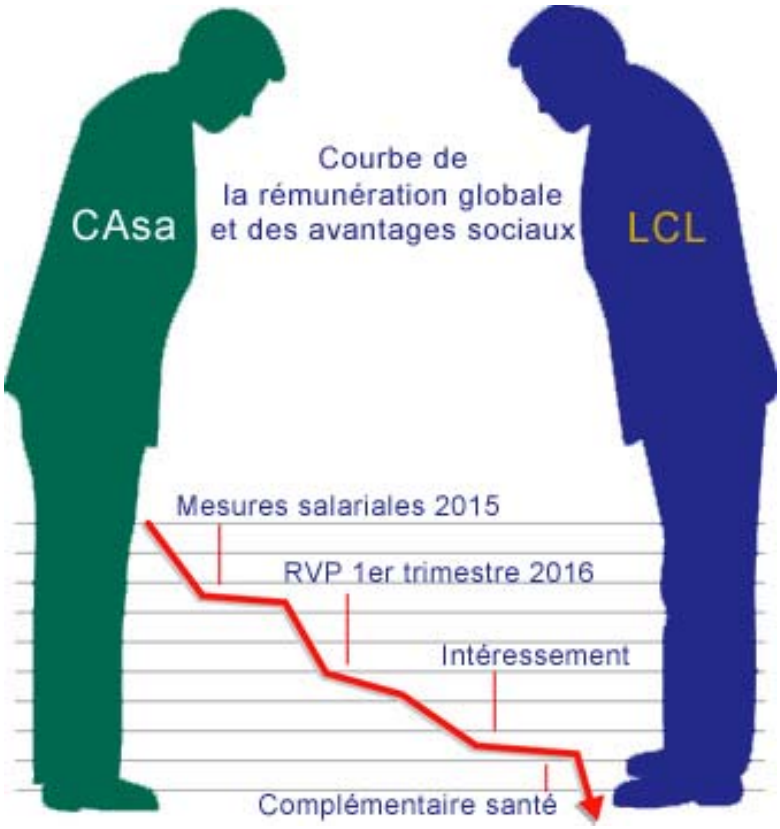
Villejuif, le 7 juillet 2016



Agir maintenant pour stopper l'hémorragie

Nous accusons la Direction Générale de LCL et Le Directeur des Ressources Humaines :

- **de ne pas respecter leurs engagements** de compensation au titre de la **RVP.**
- de mener **une politique salariale "low cost"** (MSI, RVP, intéressement…) qui démobilise, démotive toutes les équipes.
- **de sortir de leur obligation de neutralité** en faisant porter la responsabilité de l'échec des négociations sur 3 organisations syndicales, et ainsi favoriser le SNB-CFE-CGC.
- d'encourager leurs équipes managériales **à colporter ces mêmes allégations.**
- d'utiliser l'outil intranet "LCL en direct", à des fins de **manipulation et de désinformation**.
- **d'effectuer de la rétention d'informations financières** lors des négociations sur l'accord d'intéressement.
- **de dénoncer l'accord complémentaire santé**, sous couvert de respecter les obligations légales, ouvrant ainsi la voie à un accord **moins disant pour tous**.

Ces points primordiaux ont fait l'objet, lors du Comité Central d'Entreprise du 07 Juillet 2016, de déclarations des élus CFDT, CGT et FO, destinées au Directeur de Ressources Humaines, afin de lui faire prendre conscience, ainsi qu'à la nouvelle Direction Générale de LCL, de l'urgence qu'il y a, à infléchir leur politique sociale.

Devant l'inertie, le dédain de la direction et le refus de dialogue social, les élus CFDT, CGT et FO ont quitté la séance en signe de protestation.